



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté n° 53DCBPEF-2026-005 en date du 20 janvier 2026

prescrivant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 90-0218 du 6 mars 1990 autorisant la société TERRENA succédant à la Coopérative des Agriculteurs de la Mayenne (CAM) dont le siège social est situé au lieu-dit La Noëlle, BP 20199, 44155 Ancenis, à exploiter des activités de stockage d'engrais et de céréales situées route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne (53200)

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 211-1, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 - Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2026 régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire – Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Mayenne approuvé par arrêté du 10 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-0218 du 6 mars 1990 autorisant la Coopérative Agricole de la Mayenne (C.A.M.) à poursuivre l'exploitation de silos de stockage d'engrais et de céréales sise route de Sablé à Azé (commune nouvelle Château-Gontier-sur-Mayenne) ;

Vu le dossier relatif à la mise à jour de l'étude de dangers de septembre 2008 reçu le 23 octobre 2008 ;

Vu l'accusé de réception de changement d'exploitant en date du 18 septembre 2019, indiquant que la coopérative agricole TERRENA dont le siège social se situe au lieu-dit la Noëlle – boulevard Pasteur sur la commune de Ancenis-Saint-Gereon (44150) succède à la C.A.M. ;

Vu le porter à connaissance déposé le 19 juillet 2024 relatif à l'ajout de deux cellules de stockage de céréales, à plat, d'une capacité unitaire de 7 500 m³ sur le site exploité par la société TERRENA sise route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne ;

Vu le courrier de la préfète de la Mayenne du 4 avril 2025 confirmant que la création d'un silo à plat constitué de deux cellules de volume unitaire de 7 500 m³ au sein de l'établissement TERRENA situé route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne, ne revêt pas de caractère substantiel au regard de l'article R. 181-46 susvisé du code de l'environnement ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant à l'inspection des installations classées, en complément du porter à connaissance déposé le 19 juillet 2024 susvisé, jusqu'au 30 octobre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement, et du logement des Pays-de-la-Loire en date du 4 novembre 2025 ;

Vu le courrier en date du 16 décembre 2025 invitant l'exploitant à émettre, dans un délai de 15 jours, ses éventuelles observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été soumis dans le cadre de la phase contradictoire ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier du 8 janvier 2026 reçu le 12 janvier 2026 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les activités de la société TERRENA sont dûment autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 mars 1990 susvisé ;

Considérant que la création d'un silo à plat constitué de deux cellules de volume unitaire de 7 500 m³ au sein de l'établissement TERRENA situé route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne, telle que décrite dans le dossier de porter à connaissance déposé le 19 juillet 2024 complété et susvisé ne revêt pas de caractère substantiel au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant toutefois que l'extension et la modification des activités du site de la société TERRENA située route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne, décrites dans le porter à connaissance déposé le 19 juillet 2024 complété et susvisé, notamment la création d'un silo à plat constitué de deux cellules de volume unitaire de 7 500 m³, constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'actualiser et de compléter les prescriptions techniques encadrant l'exploitation des installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 mars 1990 susvisé dans les formes prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions techniques encadrant l'exploitation des installations, telles qu'elles sont complétées par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations pour les intérêts mentionnés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'aux termes de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris pour imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;

Considérant que, comme le rend possible le pénultième alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur le présent arrêté n'a pas été sollicité ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de la société TERRENA dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que la société TERRENA a indiqué avoir des observations sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été soumis dans le cadre de la phase contradictoire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 1990 susvisé est modifié de la manière suivante :

« La société TERRENA (SIRET 42970729200018), ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé à La Noëlle – boulevard Pasteur sur la commune de Ancenis-Saint-Gereon (44150) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 mars 1990 susvisé modifié par le présent arrêté à poursuivre l'exploitation sur le territoire d'Azé, commune déléguée de Château-Gontier-sur-Mayenne, route de Sablé (coordonnées Lambert II étendu X = 373 779 et Y = 2 317 902), les installations détaillées dans les articles suivants. »

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
Azé	O14B n° 1288, 1395, 1608, 2387, 2388, 2004

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et, plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 55 262 m².

1.1.3 Installations visées par la nomenclature des installations classées et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

1.2.1 Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime*
2160-2.a	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	Silo vertical disposant d'une tour de manutention constitué de 16 cellules d'un volume unitaire de 1069 m ³ , de 2 boisseaux tampons d'un volume unitaire de 120 m ³ , de 1 boisseau expédition d'un volume de 140 m ³ , de 1 boisseau expédition d'un volume de 90 m ³ , de 1 boisseau expédition d'un volume de 50 m ³ et de 2 cellules tampon pour le grain humide d'un volume unitaire de 165 m ³ .	V _{total} = 17 954 m ³	A
2160-1.b	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :	Silo à plat constitué de 2 cellules d'un volume unitaire de 7 500 m ³ .	V _{total} = 15 000 m ³	DC

	1. Silos plats : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³			
--	---	--	--	--

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

1.2.2 Description des activités principales

Les installations comportent :

- Le silo vertical de type « palplanches » composé de 16 cellules d'une hauteur de 16 mètres.
- À l'extrémité est du silo vertical, la tour de manutention d'une hauteur au faîtage de 22 mètres. Sa structure est métallique. Elle comprend plusieurs boisseaux tampons et d'expédition dont les volumes vont de 50 à 165 m³.
- Le nouveau boisseau d'expédition de 140 m³ d'une hauteur totale de 29,3 mètres.
- Le séchoir de céréales alimenté au gaz naturel, d'une hauteur de 25 mètres à la cheminée et relié à la tour de manutention.
- Le silo à plat est composé de deux cellules métalliques cylindriques de 28,8 mètres de diamètre avec des parois d'une hauteur de 9,5 mètres. Dans ce silo, la reprise de céréales est réalisée par un élévateur relié au silo vertical par un transporteur à chaîne.
- Dans le prolongement est du silo vertical, une zone de stockage temporaire (de quelques heures à quelques jours) de céréales aménagée pour les collectes d'été et d'automne. Sa capacité est de 1000 m³.
- Au nord-est de l'établissement, un bâtiment dit « bâtiment bovins ». La partie est de ce bâtiment est ouverte en façade est et dispose d'un sol en béton pour le stockage d'engrais en sacs ou en big-bags. La partie ouest de ce bâtiment est fermée et dédiée au stockage de sacs de pellets (selon la saison) ou de flexibles plastiques.
- Au nord-ouest de l'établissement, se trouve un magasin ouvert au public, dit magasin « Lisa ». Les produits stockés sont essentiellement des articles de jardinage, bricolage, vêtements, chaussures ainsi que des produits d'alimentation animale, des engrais, des semences et des produits phytosanitaires (stocké dans un local réservé du magasin).

1.2.3 Installations visées par une rubrique de la nomenclature installations, ouvrages, travaux et aménagements

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime*
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	S_{total} = 5,5 ha	D

(*) A (autorisation), D (Déclaration)

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 Implantation

Sans préjudice de la distance d'éloignement par rapport aux installations occupées par des tiers prescrite à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 1990 susvisé, le silo vertical et sa tour d'élévation sont implantés à une distance minimale de 30 mètres des limites de l'établissement.

Le silo à plat et sa tour d'élévation sont implantés à une distance minimale de 25 mètres des limites de l'établissement.

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- a) le dossier de demande d'autorisation initial,
- b) les dossiers de notification de modifications notables,
- c) les mises à jour de l'étude de dangers,
- d) les plans tenus à jour,
- e) les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- f) les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- g) les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- h) tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 2 : PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
Conduit N° 1	Silo vertical « 1 Filtre nettoyeur »	-	Sans - objet
Conduit N° 2	Silo vertical « 2 Filtre nettoyeur »	-	Sans - objet
Conduit N° 3	Séchoir céréales	7 MW	Gaz naturel

Les filtres nettoyeurs sont des filtres à manches avec aspiration sur air propre situés dans la tour de manutention. La récupération des poussières s'effectue par écoulement gravitaire dans une trémie de stockage située sous chaque filtre à manches. Les poussières sont ensuite reprises dans un circuit constitué d'une vis sans fin pour être déversées dans un caisson à poussières situé à l'extérieur de la tour de manutention. Le caisson à poussières se présente sous la forme d'une benne ampliroll évacuable vers une filière de traitement *ad hoc* sans autre manutention des poussières qu'elle contient. Le circuit de transfert constitué d'une vis sans fin réalise le découplage entre le filtre et le caisson à poussières.

Le séchoir de céréales ne dispose d'aucun système de traitement des rejets atmosphériques qu'il génère.

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm ³ /h)	Vitesse mini d'éjection (en m/s)
Conduit N° 1	-	-	8000 Nm ³ /h	8 m/s
Conduit N° 2	-	-	7500 Nm ³ /h	8 m/s
Conduit N° 3	25	Rectangulaire 1,3 x 3	128 000 Nm ³ /h (2 ventilateurs de débit nominal 64 000 m ³ /h)	8 m/s

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduits n° 1	
	Concentration (en mg/Nm ³)	Flux massique (en g/h)
Poussières, y compris particules fines	30	40

Paramètre	Conduits n° 2	
	Concentration (en mg/Nm ³)	Flux massique (en g/h)
Poussières, y compris particules fines	30	35

Paramètre	Conduit n° 3	
	Concentration* (en mg/Nm ³)	Flux (en kg/h)
Poussières, y compris particules fines	- Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm ³ ; - Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm ³ .	
NO _x en équivalent NO ₂	400	-
COVnm	Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés (non méthaniques) est de 110 mg/Nm ³ .	

*La teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

2.2.1.2 Durée de fonctionnement maximale du séchoir

La durée de fonctionnement du séchoir ne dépasse pas 500 heures par an.

2.2.2 Odeurs

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Hauteur d'émission (m)	Débit d'odeur (en uoE /h)
0	1 000 × 10 ³
5	3 600 × 10 ³
10	21 000 × 10 ³
20	180 000 × 10 ³
30	720 000 × 10 ³
50	3600 × 10 ⁶
80	18 000 × 10 ⁶
100	36 000 × 10 ⁶

Le niveau d'odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle des rejets atmosphériques des conduits et installations raccordées visés à l'article 2.1.1 du présent arrêté portant au minimum sur les paramètres respectifs à chaque conduit visés à l'article 2.2.1.1 du présent arrêté. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées.

À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique, décrites par la norme NFX44.052, sont respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

ARTICLE 3 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Le site est alimenté en eau à partir du réseau d'adduction d'eau potable communal. Le point de raccordement est muni d'un compteur et d'un disconnecteur contrôlé annuellement.

Le volume maximal annuel d'eau prélevé dans le réseau d'adduction d'eau potable communal, non lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, est fixé à 200 m³.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux pluviales ;
- eaux vannes (issues des sanitaires de l'établissement).

Aucune installation de l'établissement n'est à l'origine d'un rejet d'eaux résiduelles industrielles.

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau séparatif avant rejet au milieu naturel :

- 3 points de rejet directs dans le fossé bordant la route départementale RD 28 ;
- 1 point de rejet direct dans le fossé bordant le côté ouest du site et rejoignant le fossé précédent ;
- 1 noue d'infiltration d'un volume de 120 m³ située le long du silo vertical côté sud pour l'infiltration des eaux pluviales collectées sur la zone de stockage temporaire ;
- 1 bassin d'infiltration d'un volume de 140 m³ situé au centre de l'établissement pour l'infiltration des eaux collectées sur une surface imperméabilisée de 3450 m² sise au centre de l'établissement et au sud du bâtiment de stockage dit « bovins ».

Avant rejet au milieu naturel (*in fine* dans le fossé bordant la route départementale RD 28), les eaux vannes sont traitées dans le système d'assainissement autonome de l'établissement constitué de deux fosses septiques (1 au sud du magasin Lisa et 1 au nord du bâtiment « bovins »).

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Rejets des eaux vannes

Les eaux vannes sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

En condition d'utilisation normale des fosses septiques, les eaux vannes traitées avant rejet au fossé respectent les valeurs limites maximales en concentration ci-dessous :

- DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène sur une période de 5 jours) : 35 mg/l
- MES (Matières En Suspension) : 30 mg/l

3.3.2 Rejets des eaux pluviales

Les eaux pluviales avant rejet au fossé respectent les valeurs limites ci-dessous :

- Température (code SANDRE : 1301) ≤ 30 °C
- pH (Code SANDRE : 1302) : compris entre 5,5 et 8,5
- MES (Matières En Suspension - Code SANDRE : 1305) ≤ 30 mg/l
- DCO (Demande chimique en Oxygène - Code SANDRE : 1314) ≤ 120 mg/l
- Azote global (Code SANDRE : 1551) ≤ 50 mg/l
- Phosphore total (Code SANDRE : 1350) ≤ 5 mg/l
- Hydrocarbures totaux (Code SANDRE : 7009) ≤ 10 mg/l

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants sur les 4 points de rejet d'eaux pluviales aux fossés :

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Température	1301	Ponctuel	annuelle	annuelle
pH	1302	Ponctuel	annuelle	annuelle
MES	1305	Ponctuel	annuelle	annuelle
DCO	1314	Ponctuel	annuelle	annuelle
Azote global	1551	Ponctuel	annuelle	annuelle
Phosphore total	1350	Ponctuel	annuelle	annuelle
Hydrocarbures totaux	7009	Ponctuel	annuelle	annuelle

ARTICLE 4 : PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour (7 h – 22 h)	Période de nuit (22 h – 6 h)
70 dB(A)	50 dB(A)

4.1.2 Valeurs limites d'émergence

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ; dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié ;
- zones à émergence réglementée :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
 - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

4.1.3 Véhicules de transport et appareils de communication

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.1.4 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence est effectuée tous les 5 ans, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié.

La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

ARTICLE 5 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Dispositions constructives			
Bâtiment	Local	Murs, planchers et toiture	Portes et fermetures
Silo vertical	Cellules	Métalliques ouvertes de section carrée et fonds pentés	Portes métalliques ouvrant côté tour de manutention
	Tour de manutention	Parois métalliques avec couverture en fibro-ciment et plancher en métal déployé	Portes métalliques ouvrant côté tour de manutention
	Galerie supérieure	Combles sur cellules en charpente métallique avec couverture en fibro-ciment	Portes métalliques ouvrant côté tour de manutention
	Galerie inférieure	Couloir enterré	Porte métallique
Silo plat	Cellules	Métalliques cylindriques. Toiture de type Broof(t3). Pression de rupture de la toiture inférieure ou égale à 50 mbar	Porte en acier
	Galerie inférieure	Enterrée	Porte en acier
Séchoir	-	Murs et couverture en bardage métallique. Plancher en caillebotis métalliques.	Portes métalliques

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2 Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction d'un incendie

Les eaux d'extinction d'un incendie dans les installations de stockage de céréales sont récupérées et confinées dans les fosses sous silos présentes au niveau des pieds d'élévateur d'un volume de 490 m³ dans le silo vertical et de 290 m³ dans le silo plat.

Les canalisations d'évacuation des eaux pluviales collectées sur le site sont munies d'obturateurs propres à prévenir les écoulements susceptibles d'être pollués en cas de sinistre vers les fossés périphériques de l'établissement et vers le bassin d'infiltration des eaux pluviales interne à l'établissement.

5.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

5.2.1 Dispositifs et mesures de prévention prévus dans l'étude de dangers

L'exploitant met en œuvre les mesures de prévention et de protection contre les risques de toutes natures qui sont définies dans l'étude de dangers des installations de son établissement.

5.2.2 Événements et parois soufflables

Les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres à manches, équipements de manutention ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs (événements, surfaces soufflables) permettant de limiter les effets d'une explosion.

En particulier :

Localisation		Dimension minimale des surfaces soufflables	Nature des surfaces
Silo vertical	Cellules ouvertes	64 m ² (cellule unitaire)	- Toit du ciel des cellules en amiante-ciment
	Galerie de reprise enterrée	-	- Paroi béton - Ouvertures : portes métalliques vers tour de manutention et vers l'extérieur (sortie de secours)
	Filtres à manches	1 m ²	- Paroi métallique soufflable
Tour de manutention	Parois verticales	88,8 m ²	- Portail et fenêtre en plexiglas
	Toiture		- Toiture soufflable
Silo à plat	Toiture	220 m ² (cellule unitaire)	- Toiture métallique avec boulonnerie polyamide
	Galerie de reprise	2 m ²	- Paroi béton - Ouvertures : portes métalliques vers fosse et vers l'extérieur (sortie de secours)

Les événements et surfaces soufflables doivent être conformes aux préconisations de l'étude de dangers et tournés vers l'extérieur (en dehors des installations). L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

En cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et de la tour de manutention, les équipements présents dans les volumes non événementés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :

- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,
- et (excepté pour les transporteurs) :
 - x posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion,
 - x et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

5.2.3 Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments qui justifient de la tenue à la pression des dispositifs de découplages. En particulier :

Silo	Volume A	Volume B	Nature du découplage
Silo vertical	Tour de manutention	Galerie de reprise du silo	Paroi et porte métallique maintenue fermée en permanence et sens d'ouverture vers la tour (évite la propagation d'une explosion de la tour vers la galerie)
	Tour de manutention	Galerie sur-cellules	Paroi et porte métallique maintenue fermée en permanence et sens d'ouverture vers la tour (évite la propagation d'une explosion de la tour vers la galerie)
Silo à plat	Fosse de pied d'élévateur	Galerie de reprise	Paroi et porte en acier maintenue fermée en permanence (évite la propagation d'une explosion de la fosse vers la galerie de reprise)
	Galerie A de reprise (connectée à la fosse de pied d'élévateur)	Galerie B de reprise perpendiculaire à la galerie A	Paroi et porte en acier maintenue fermée en permanence (évite la propagation d'une explosion de la galerie A vers la galerie B)

Ces découplages sont représentés sur les schémas de principe des silos. Ces schémas sont mis à jour et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit être affichée.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs du bon dimensionnement des découplages (résistance).

5.2.4 Mesures de prévention relative au vieillissement des structures

L'exploitant s'assure de la tenue dans le temps de la structure et des parois des silos. Au minimum, il met en place un programme de surveillance et une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

Le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment :

- un poteau incendie à l'entrée de l'établissement capable de délivrer un débit minimum de 60 m³/h pendant deux heures ;
- une réserve d'eau à l'intérieur de l'établissement constituée d'une bâche souple d'un volume d'au moins 120 m³ exploitable par les engins de pompe ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des colonnes sèches dédiées aux tours de manutention et au séchoir.

Les emplacements des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les prises d'eau qui équipent la réserve d'eau interne à l'établissement sont protégées contre le gel et sont munies de raccords normalisés. Ces prises d'eau sont accessibles en toutes circonstances.

Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention ainsi que dans le séchoir et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

ARTICLE 6 : PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets

Les déchets non-dangereux générés par le fonctionnement normal des installations sont stockés en bennes. Notamment les poussières des silos sont stockées dans une benne extérieure capotée dédiée placée du côté sud du silo vertical.

6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 01	Emballages papiers cartons
	02 06 01 ou 02 03 04	Poussières et déchets organiques de production
Déchets dangereux	13 02 06*	Huiles et lubrifiants
	15 01 10*	Matières plastiques (bidons vides) Emballages produits dangereux de maintenance

6.3 Limitation des quantités de déchets

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

ARTICLE 7 : CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

7.1 Prescriptions particulières applicables aux installations de séchage

7.1.1 Implantation et dispositions constructives

La distance entre le séchoir et les cellules de stockages de céréales est supérieure ou égale à 10 mètres.

71.2 Alimentation en combustible et contrôle du fonctionnement des installations

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

L'installation de séchage est équipée de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme.

La coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le séchoir est muni d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie, une alarme sonore doit se déclencher.

Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement des températures programmées.

Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans les caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air.

Le séchoir est équipé de détecteurs de niveau de grain. Le bon fonctionnement de l'extraction des grains et de la rotation de la turbine de ventilation sont contrôlés en permanence.

Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.

En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel est formé aux procédures de conduite et de sécurité.

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

71.3 Dispositions incendie

L'installation de séchage est équipée de matériels de lutte contre l'incendie et doit posséder au minimum :

- une colonne permettant d'amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir ;
- des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par les normes en vigueur.

Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.

Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal, d'incendie.

71.4 Règles d'exploitation

Avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires. Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher. La colonne de séchage sera totalement vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h.

Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris ou végétaux sont éliminés

par un émotteur – épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur – séparateur d'une capacité de traitement adaptée à la capacité de séchage. Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.

7.1.5 Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible du séchoir.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

7.1.6 Entretien et réglage des installations

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz doit faire l'objet d'une **vérification annuelle d'étanchéité** qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Le réglage et l'entretien de l'installation est effectué soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations portent également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

7.1.7 Travaux – intervention sur les installations

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs doivent avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation est délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions en vigueur.

7.1.8 Équipement du séchoir

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

7.1.9 Livret du séchoir

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant le séchoir sont portés sur un livret.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont abrogées ou modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, abrogation, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
90-0218 du 06/03/1990	Article 1	Modifié par l'article 1.1.1 du présent arrêté
	Articles 2 à 36 à l'exception des articles 3, 9 et 35	Abrogés

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Château-Gontier-sur-Mayenne pour y être consultée.

Un exemplaire sera affiché à la dite mairie, pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire de Château-Gontier-sur-Mayenne et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne pendant quatre mois :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-agricoles/Autorisations>

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le maire de la commune de Château-Gontier-sur-Mayenne, le sous-préfet de Château-Gontier, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'aux chefs de service concernés.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Délais et voies de recours en page suivante.

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article R. 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.